



## DECLARATION DU COLLECTIF DES VICTIMES DE KAPORO-RAILS, KIPE 2 ET DIMESSE 2019

### Agissements de Mohamed Maama Camara, Secrétaire Général du Ministère de la ville

Un mois après l'avènement du CNRD au pouvoir, les victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse, constatent avec regret que les occupations illégales se poursuivent de la plus belle des manières.

Ces occupations se traduisent par le bornage et le morcellement des domaines. En outre, des bulldozers et camions s'activent pour transporter la terre qui est vendue à des particuliers pour des fins de construction. Comme si cela ne suffisait pas, l'entreprise ivoirienne IMAAG-HOLDING revend un mètre carré à 1000 euros.

Autre détail, l'actuel Prima Center est construit sur les domaines autre fois réservés à l'assemblée nationale et à la Haute Autorité de la Communication.

Poursuivant les actions honteuses de son ancien ministre Ibrahima Kourouma, le secrétaire général du Ministère de la ville et de l'aménagement du territoire Mohamed Maama Camara déroule son agenda comme si la Guinée était toujours dans les mains de Monsieur Alpha Condé.

En effet, il a introduit le 06 octobre 2021 une délégation de la société ivoirienne TASSEC Investment Holding Africa auprès des membres du CNRD. Au cours des débats, il a été question de la finalisation du projet de construction à Kaporo-Rails de la cité administrative qui devait porter le nom d'Alpha Condé dont le coût s'élève à cent millions d'euros.

Le Collectif des victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse, tient à rappeler le Président de la République Colonel Mamadi Doumbouya que le dossier Kaporo-Rails reste pendant auprès des juridictions nationales et sous régionales. Par ailleurs, il convient de préciser qu'aucune victime n'a été dédommée encore moins bénéficier de la compassion de la part de l'Etat.

Etant donné que la justice est la nouvelle orientation de tous les guinéens comme l'ont indiqué le Colonel Doumbouya et son Premier Ministre Mohamed Béavogui, toute la lumière devrait être faite autour de la casse de Kaporo-Rails.

Il est important de rappeler au Chef de l'Etat que la place d'Ibrahima Kourouma, de Mohamed Maama Camara secrétaire général actuel du Ministère de la ville et de plusieurs autres cadres du régime déchu devrait être en prison. Ils ont en effet foulé au sol toutes les lois guinéennes y compris l'article 56 du code foncier et domanial qui stipule : « **l'expropriation ne peut être prononcée qu'autant que l'utilité publique a été déclarée dans les formes prescrites...** »

Il est inconcevable qu'ils ne soient toujours pas inquiétés malgré la démolition de plus de **2500 maisons** à Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse.

Les victimes attachées au retour immédiat sur leurs domaines, exhortent les nouvelles autorités à leur tête le Colonel Doumbouya à mettre fin aux travaux d'occupation en cours à Kaporo-Rails.

Conakry le 09/10/2021

Le Collectif